



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Conseil Compétitivité informel

Industrie et marché intérieur

Lens, les 31 janvier et 1^{er} février 2022

SOMMAIRE

MOT DE LA MINISTRE	3
INTRODUCTION.....	4
OBJECTIFS ET ENJEUX	6
ORDRE DU JOUR.....	8
LISTE DES PARTICIPANTS	9
VILLE D'ACCUEIL : LENS	10

MOT DE LA MINISTRE



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée
chargée de l'Industrie

Le renforcement de l'autonomie stratégique de l'Europe est une priorité essentielle de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Pour y parvenir, nous devons sécuriser l'approvisionnement de l'industrie européenne en matières premières critiques pour mener à bien les transformations numérique et environnementale, tout en préservant la compétitivité de nos entreprises. Il serait en effet paradoxal de substituer une dépendance aux terres rares à une dépendance aux énergies fossiles.

C'est la raison pour laquelle, dès maintenant et sur la base des travaux engagés par la Commission européenne, nous devons identifier nos vulnérabilités et adopter une feuille de route commune sur ces sujets.

Nous devons tout d'abord développer une économie circulaire. Cette dernière contribuera, d'une part, à la transition durable de notre industrie et, d'autre part, à réduire nos besoins en approvisionnements extérieurs, tout en créant des dizaines de milliers d'emplois.

Une politique d'innovation adéquate permettra aussi d'améliorer notre capacité à recycler ou à substituer une matière première stratégique par une autre.

En deuxième lieu, un approvisionnement hors d'Europe en matières premières devra être sécurisé compte tenu de l'importance de nos besoins. Nous devons nous assurer qu'il se mette en place de manière responsable et dans la durée. De même, nous devons nous assurer de nos capacités de raffinage en aval des sites de production. Les entreprises dépendantes de ces approvisionnements doivent être averties de possibles goulets d'étranglement et les anticiper dans leur stratégie.

Enfin, nous aborderons la question des éventuelles ressources primaires sur le territoire européen, même si elles semblent limitées.

Ces trois axes sont autant de moyens d'actions que l'Union européenne doit saisir pour sécuriser nos approvisionnements et garantir notre autonomie stratégique, tout en promouvant des normes sociales et environnementales exigeantes à la hauteur de nos ambitions européennes.

Le Conseil compétitivité informel des ministres européens de l'industrie des 31 janvier et 1er février à Lens, que j'ai l'honneur de présider, portera sur ce sujet de l'approvisionnement de l'Union européenne en matières premières et permettra d'aborder l'ensemble de ces problématiques.

Pour être à la hauteur des enjeux d'autonomie stratégique, de transformations écologique et numérique, de compétitivité de nos entreprises, et de protection de nos consommateurs, l'Union européenne est notre meilleur atout. Ensemble, je suis convaincue que nous surmonterons ces défis et construirons une Europe plus résiliente.

INTRODUCTION

La présidence française du Conseil de l'Union européenne

Pour la première fois depuis 14 ans, la France a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) le 1^{er} janvier 2022. Comment fonctionne la présidence du Conseil de l'UE et quel sera le rôle de la France dans ce cadre ?

En quoi consiste la présidence du Conseil de l'Union européenne ?

Une présidence tournante

Chaque État membre assure, par rotation, la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. **Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, c'est la France qui préside le Conseil de l'UE.** La présidence du Conseil organise les réunions, élabore des compromis, rend des conclusions et veille à la cohérence et à la continuité du processus de décision. Elle veille à une bonne coopération entre tous les États membres et assure les relations du Conseil avec les institutions européennes, notamment la Commission et le Parlement européen.

Qu'est-ce que le Conseil de l'Union européenne ?

Le Conseil de l'Union européenne, qu'on appelle aussi « Conseil des ministres de l'Union européenne » ou « Conseil », réunit les ministres des États membres de l'Union européenne par domaine d'activité. Il est, avec le Parlement européen, le co-législateur de l'Union européenne.

Concrètement, les ministres président dix domaines d'activité ou formations du Conseil de l'UE : affaires générales ; affaires économiques et financières ; justice et affaires intérieures ; emploi, politique sociale, santé et consommateurs ; compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace) ; transport, télécommunications et énergie ; agriculture et pêche ; environnement ; éducation, jeunesse, culture et sport ; commerce. Par exception, le Conseil des affaires étrangères est présidé par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, actuellement Josep Borrell.

Le Conseil détient également des compétences en matière budgétaire : il arrête et modifie le budget européen avec le Parlement. Enfin, le Conseil adopte certaines décisions, ainsi que des recommandations non contraignantes, conclut les accords internationaux de l'Union et nomme les membres de certaines institutions (Cour des comptes, Comité économique et social européen, Comité des régions). Les délibérations et les votes du Conseil sur des actes législatifs sont publics.

Dans quel cadre s'inscrit la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) ?

La PFUE s'inscrit dans la continuité des orientations fixées par le Président de la République dans son discours pour une Europe souveraine, unie et démocratique prononcé le 26 septembre 2017 à La Sorbonne. Depuis quatre ans, le Président de la République et le Gouvernement travaillent à construire une souveraineté européenne réelle, c'est-à-dire la capacité de l'Europe à exister dans le monde actuel pour y défendre nos valeurs et nos intérêts. La présidence française du Conseil de l'Union européenne prolongera ce travail pour une Europe plus solidaire, plus souveraine et plus démocratique.

La PFUE répond aux attentes des citoyens, qui les ont exprimées lors de débats citoyens organisés en septembre au sein des 18 régions françaises dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Ce projet, proposé par la France en 2019, a ouvert un nouvel espace de débat avec les

citoyens européens. La contribution finale de ces panels citoyens a été remise au Gouvernement à l'automne. Les recommandations formulées par les citoyens, en France et en Europe, nourrissent les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La PFUE s'articule avec le programme du « trio » des présidences, dans lequel la France inscrit son action. Ce système, qui existe depuis 2009, permet de fixer des objectifs à long terme et de définir les grands thèmes qui seront traités pendant une période de 18 mois. Après la présidence slovène, la France entamera un nouveau cycle et travaillera en trio avec la République tchèque au second semestre 2022 et la Suède au premier semestre 2023.

Près de 400 événements

Au total, près de 400 événements prévus en France et au sein de l'UE rythmeront la présidence : des réunions politiques, une programmation culturelle et des événements citoyens ouverts à toutes et à tous.

➔ Retrouvez toutes les informations sur la présidence française du Conseil de l'Union européenne sur le site officiel et les réseaux sociaux de la présidence :

- Site internet: www.europe2022.fr
- [Facebook](#)
- [Instagram](#)
- [LinkedIn](#)
- [Twitter](#)
- [Youtube](#)
- [Flickr](#)

Le Conseil de l'UE ne doit pas être confondu avec :

- **le Conseil européen** qui réunit les chefs d'État et de gouvernement des États membres et définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union européenne. Son président actuel est Charles Michel.
- **le Conseil de l'Europe**, qui est une organisation intergouvernementale constituée de 47 États membres. Créée en 1949, elle a vocation à promouvoir le développement des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit. Son siège est à Strasbourg et sa secrétaire générale est Marija Pejčinović Burić.

Plus d'informations :

- www.touteleurope.eu
- www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/

OBJECTIFS ET ENJEUX

Les 31 janvier et 1^{er} février 2022, la présidence française réunira les vingt-sept ministres européens chargés de l'industrie et du marché intérieur à Lens, dans le Pas-de-Calais, pour débattre du renforcement de l'autonomie stratégique européenne, au travers de l'identification de nos vulnérabilités, et de leur réduction. Cette réunion sera centrée sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie européenne en matières premières.

1/ Contexte et enjeux de la réunion

A court terme, les difficultés d'approvisionnement affectent les conditions, délais et coûts de production, et pèsent sur la compétitivité et la pérennité des entreprises et des emplois en Europe. A plus long terme, elles menacent notre capacité à verdir et numériser notre économie, à réagir à des crises et à développer les secteurs clés du futur : énergies renouvelables, mobilité électrique, santé, infrastructures *Cloud*, équipements 5G, etc.

A titre d'exemple, nous dépendons aujourd'hui en grande partie de l'Asie dans des domaines tels que les principes actifs pharmaceutiques, à 80% importés, ou la production de la fibre optique (58% de la production mondiale réalisée en Chine). Les vulnérabilités les plus critiques concernent les matières premières : la Chine fournit aujourd'hui 60% de la production mondiale et 98 % de la demande européenne en terres rares, qui sont des composants essentiels à la production d'électronique ou d'énergies renouvelables.

La Commission européenne a identifié une liste de **137 produits** pour lesquels nous sommes vulnérables dans sa mise à jour de la stratégie industrielle européenne de mai 2021. Il s'agit notamment des domaines de la santé, la défense, ou du numérique. Elle présentera une analyse des dépendances stratégiques européennes lors de la publication de son rapport annuel sur le marché unique, prévue au premier trimestre 2022.

L'Union européenne a d'ores et déjà mené des actions concrètes pour renforcer son autonomie sur les secteurs stratégiques :

- **lancement de projets industriels structurants à l'échelle européenne** : les Etats-membres ont lancé depuis 2019 des Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) pour les batteries électriques de véhicules et la microélectronique, et préparent de nouveaux PIIEC pour l'hydrogène, le *Cloud*, l'électronique et la connectivité, et la santé ;
- **amélioration de la capacité de réaction à des crises** : création de l'Autorité européenne de préparation et de réaction aux crises sanitaires (HERA), pour renforcer la recherche et l'innovation dans les produits médicaux clés ;
- **mise en place de nouvelles capacités de financement** : le plan de relance européen *NextGenEU* de 750 milliards d'euros contribue à renforcer certains écosystèmes industriels critiques. Il est notamment au cœur du plan France Relance, qui soutient les dynamiques de décarbonation et de numérisation de l'industrie à l'œuvre, et permet de renforcer nos secteurs les plus critiques ;
- **développement de l'industrie européenne dans des conditions de concurrence équitables** : les Instruments de Défense Commerciale (IDC) protègent des pratiques commerciales déloyales de pays tiers pour des intrants clés, comme l'acier. Le cadre européen pour le filtrage des investissements directs étrangers (IDE) d'octobre 2020 a renforcé la surveillance des investissements issus de pays tiers. La proposition de règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur de mai 2021, enfin, vise à corriger les distorsions au sein du marché unique qu'entraînent les subventions octroyées par des pays tiers à leurs entreprises.

2/ Objectifs de la réunion

Les ministres et commissaires européens se réuniront autour de plusieurs séquences :

- Un débat en plénière dédié au renforcement de notre autonomie stratégique qui permettra :
 - de s'accorder sur un plan d'action clair pour résorber nos vulnérabilités et faire le bilan des actions déjà engagées depuis mars 2020 par l'Union européenne pour réduire ses dépendances ;
 - d'explorer de possibles nouvelles actions pour résorber ces dépendances, comme la future initiative européenne en matière de semi-conducteurs, pour augmenter nos capacités de production dans les semi-conducteurs ;
 - d'aborder la question de la sécurisation des approvisionnements européens en matières premières et leur durabilité.

Le Vice-Président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, et le Commissaire européen responsable du marché intérieur, Thierry Breton, présenteront les travaux de la Commission européenne pour renforcer l'autonomie stratégique de l'Union, qui sont au cœur de la mise à jour de la stratégie industrielle européenne de mai 2021.

- Un déjeuner de travail, lors duquel Philippe Varin, ancien président de France Industrie, présentera la problématique des approvisionnements européens en matières premières, et les moyens d'action européens pour les sécuriser, dans le prolongement du rapport remis au Gouvernement le 10 janvier dernier.

- Trois ateliers dédiés qui approfondiront :
 - (i) les leviers à disposition pour sécuriser les approvisionnements externes en matières premières et leur respect de nos normes sociales et environnementales ;
 - (ii) la contribution que peuvent apporter l'économie circulaire, l'innovation, et la sobriété dans nos consommations à la réduction de nos dépendances dans les matières premières ;
 - (iii) les capacités de l'Union à renforcer ses productions domestiques de matières premières et les conditions de leur acceptabilité sociale et environnementale.

ORDRE DU JOUR

31 janvier

20h – 23h Dîner de travail des ministres

1^{er} février

8h30 - 9h00 **Accueil des délégations par Agnès Pannier-Runacher ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie**

9h00 – 11h45 **Débat de plénière : « Que peut faire l'Union européenne pour renforcer son autonomie stratégique ? »**

11h45 – 12h45 **Photo de famille et visite de l'exposition « Les Louvre de Pablo Picasso » au musée Louvre Lens**

12h45 – 14h00 **Déjeuner de travail : l'enjeu des matières premières stratégiques pour l'Europe**

14h00 – 15h30 **Ateliers thématiques**

- **Atelier 1 :** « S'approvisionner hors d'Europe : quels partenariats et quelles exigences pour assurer la résilience et la durabilité des approvisionnements ? »
- **Atelier 2 :** « Recycler, innover, s'en passer : réduire les dépendances au travers de l'économie circulaire et du développement de nouvelles manières de produire »
- **Atelier 3 :** « Extraire en Europe : un approvisionnement domestique en matières premières est-il encore possible ? »

15h30 - 16h20 **Restitution des ateliers par les rapporteurs et remarques conclusives par la présidence**

16h30 - 17h30 **Conférence de presse conjointe d'Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie, de Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne et de Thierry Breton, commissaire européen au Marché Intérieur**

LISTE DES PARTICIPANTS



Agnès PANNIER-RUNACHER
Ministre déléguée chargée de
l'Industrie
France



Barbara TRACHTE
Secrétaire d'Etat à la Région de
Bruxelles-Capitale, chargée de
la Transition économique et de
la Recherche scientifique
Belgique



Nikolay MILKOV
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Bulgarie en
France
Bulgarie



Jozef SÍKELA
Ministre de l'Industrie et du
Commerce
République tchèque



Brian Adrian WESSEL
Secrétaire permanent adjoint
chargé des Affaires juridiques
et internationales
Danemark



Franziska BRANTNER
Secrétaire d'Etat parlementaire
Allemagne



Andres SUTT
Ministre de l'entrepreneuriat et
des technologies de
l'information
Estonie



Robert TROY
Ministre d'Etat chargé de la
promotion du commerce, du
numérique et de la
réglementation des entreprises
Irlande



Thomais EFTYCHIDOU
Secrétaire générale pour
l'industrie
Grèce



Raul BLANCO
Secrétaire général pour
l'industrie et les petites et
moyennes entreprises
Espagne



Nataša MIKUŠ ŽIGMAN
Secrétaire d'Etat, Ministère de
l'économie et du
développement durable
Croatie



Vincenzo AMENDOLA
Sous-secrétaire aux Affaires
Européennes, Présidence du
Conseil des Ministres
Italie



Marios PANAYIDES
Secrétaire permanent du
ministère de l'énergie, du
commerce et de l'industrie
Chypre



Ilze INDRIKSONE
Secrétaire parlementaire du
ministère de l'Économie
Lettonie



Aušrinė ARMONAITE
Ministre de l'Économie et de
l'Innovation
Lituanie



Franz FAYOT
Ministre de l'Économie, de la
Coopération et de l'Action
humanitaire
Luxembourg



**György HABSBURG-
LOTHRINGEN**
Ambassadeur de Hongrie en
France
Hongrie



Lorenzo VELLA
Ambassadeur, représentant
permanent de Malte auprès du
Conseil de l'Europe
Malte



**Monique Anne Maria
ADRIAANSENS**
Ministre des affaires
économiques et du
changement climatique
Pays-Bas



Cynthia ZIMMERMANN
Directrice générale UE et
stratégies du marché
international
Ministère fédéral du numérique
et de l'économie
Autriche



Aleksandra FRELEK-DEBECKA
Directeur du département des
affaires européennes,
Ministère du développement
économique et de la technologie
Pologne



João NEVES
Secrétaire d'État à l'Économie
Portugal



Florin Marian SPĂTARU
Ministre de l'Économie
Roumanie



Zdravko POČIVALŠEK
Ministre du développement
économique et de la
technologie
Slovénie



Richard SULÍK
Ministre de l'Économie
Slovaquie



Mika LINTILÄ
Ministre de l'Économie
Finlande



Emil HÖGBERG

Secrétaire d'État auprès du
ministre des Entreprises, de
l'Industrie et de l'Innovation
Suède



Janicke ANDREASSEN

Secrétaire d'État au Commerce
et à l'Industrie
Norvège



Katja GEY-RITTER

Directrice du Bureau des
Affaires économiques
Liechtenstein



Thierry BRETON

Commissaire européen au
Marché intérieur
Commission européenne



Maroš ŠEFČOVIČ

Vice-président de la
Commission européenne,
Relations interinstitutionnelles
et Prospective
Commission européenne



Isabel RIAÑO IBÁÑEZ

Directrice générale compétitivité
et commerce
Secrétariat Général du Conseil

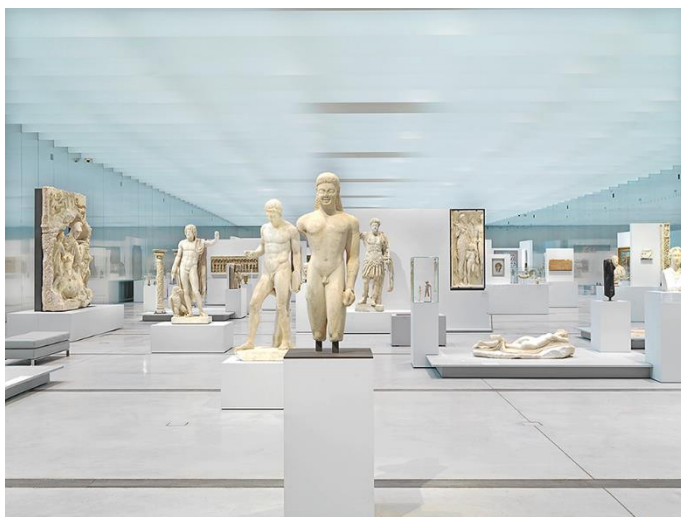
VILLE D'ACCUEIL : LENS

Situé dans les Hauts de France, Lens a été une ville minière de 1852 à 1986. Aujourd'hui, le bassin minier, dans lequel se situe la ville, et qui s'étend sur 120 kilomètres, est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Pour comprendre ce qu'ont été la vie et le travail quotidien des mineurs pendant trois siècles, le Centre historique minier de Lewarde, à 30 minutes de Lens, propose une immersion plus vraie que nature.



Terrils de la Base 11-19, Loos-en-Gohelle © JC Hecquet

Le Musée du Louvre-Lens, aile décentralisée du grand Louvre-Paris, a été bâti sur un ancien carreau de fosse minier ; c'est aussi un patrimoine classé par l'UNESCO, une histoire, une culture, un territoire d'une richesse insoupçonnée. Depuis la reconversion économique et la modernisation de la ville, ainsi que l'implantation du Louvre-Lens, la cité s'est métamorphosée en une ville dynamique et accueillante qui attire de nombreux étudiants.



Galerie du Temps, Louvre-Lens ©Philippe Chancel



Contact presse : medias.europe2022fr@dgtresor.gouv.fr